



Elections législatives et cadre électoral

Le pouvoir et la société civile apprécient la feuille de route de la Cedeao

PAGE 2



ETRANGER



RDC

Retour imminent de Moïse Katumbi

Moïse Katumbi s'apprête à rentrer dans son pays, la République démocratique du Congo. L'avion de l'opposant au régime de Joseph Kabila n'a pas encore reçu l'autorisation d'atterrir sur le territoire congolais, mais il assure qu'il rentrera « dans tous les cas » dans son pays.

PAGE 4

ECONOMIE



Agriculture

Les riziculteurs militent pour une exonération fiscale

Dans le cadre de l'opérationnalisation de son Plan national de développement, le gouvernement togolais mise sur l'agriculture pour une croissance plus inclusive et un développement participatif...

PAGE 5

BEPC 2018

Résultats enfin livrés, régression du taux de réussite comparé à 2017

PAGE 11



Pour faire aboutir les recommandations de la Cedeao

Il urge d'embrayer sur certaines étapes

Depuis deux jours, la classe politique togolaise, la société civile et les analystes politiques ne tarissent pas de réactions suite à la proposition de feuille de route de sortie de crise faite par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao). A analyser toutes les propositions, l'urgence de certaines d'entre elles, oblige de bon droit, l'ensemble de la classe politique togolaise à retrousser les manches dès à présent et à parer au plus pressé.

PAGE 3

EDITO

Agitations puis pondération, le bébé chaud de la candidature de Faure entre les mains de la C14

Satisfaits et convaincus, que les recommandations de la Cedeao constituent une sacrée occasion à saisir pour avancer vers la sortie de crise, plusieurs leaders politiques et voix de la société civile, se retiennent difficilement de saluer les efforts de toutes les parties engagées dans la crise. Le ton généralement survolté et dénonciateur qui caractérise les réactions des leaders de la coalition des 14 ...

PAGE 3

DOSSIER / UEMOA

Défi de l'intégration et législation de la concurrence

L'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) qui a été créée en janvier 1994 au Sénégal, s'est assignée comme objectif, l'édification d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation...

PAGES 6&7





SOMMAIRE

Côte d'Ivoire
Révoqué, le maire de Plateau
dénonce une décision
arbitraire du gouvernement



P 4

Stratégie d'électrification du Togo
Vers le déploiement de 60
mini-réseaux solaires



P 5

Photographie et oeuvres numériques
Voici les 5 artistes à suivre en
Afrique



P 9

Bandes dessinées
« Shuri » sort de sa zone de
confort



P 10

Recommandations de la Cedeao
La Coalition de l'opposition
sort enfin du silence mais
reste sur sa soif



P 11

Elections législatives et cadre électoral

Le pouvoir et la société civile apprécie la feuille de route de la Cedeao

Les acteurs politiques togolais n'ont pas manqué de s'exprimer au lendemain de l'adoption, mardi dernier du communiqué final ayant sanctionné les travaux de la Cedeao à Lomé. En conviant la majorité présidentielle et son opposition à œuvrer dans le sens de l'adoption des réformes constitutionnelles et institutionnelles avec en filigrane « un mode de scrutin à deux tours pour l'élection du président de la République, la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, la recomposition de la Cour constitutionnelle et le renforcement du processus électoral », les chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao ont également décidé « d'instituer un comité de suivi pour assurer la veille de la mise en œuvre des décisions prises ».

Dans les rangs du Front citoyen Togo Debout, les responsables crient déjà victoire et apparentent ce comité de veille à « un gouvernement de transition » tel que revendiqué par sa coalition mère, le regroupement des 14. Même s'il se réjouit de ce point, Me Raphaël Kpanté Adjaré, le porte-parole du mouvement de la société civile estime que « la Cedeao a été complaisante à l'égard du régime togolais » car « lorsqu'on est réaliste, on ne peut faire un recensement général pour aboutir à un nouveau fichier électoral pour aller aux élections le 20 décembre prochain », a-t-il déclaré au micro de Radio Victoire Fm mercredi dernier. Du côté du Nouvel engagement

togolais (Net) de Gerry Komandéga Taama, on se réjouit déjà « de ce que les recommandations de la Cedeao aient pris en compte, la plupart des points soulevés pendant la période de dialogue et qui rejoignent les positions prises par le Net depuis le début des discussions ».

L'agilité de Kondi Agba, la « fraternité » de Bawara

Le parti majoritaire Union pour la République a été la première formation politique ayant pris part aux pourparlers inter-togolais à se livrer à la presse. Mercredi, le professeur Charles Kondi Agba, Délégué national du Mouvement des Sages de l'Unir a précisé la position du parti quant à la feuille



Prof Dosseh David de Togo debout

de route de l'organisation sous régionale. Pour ce dernier en effet, les chefs d'Etat de la Cedeao, en conviant le Togo aux urnes en décembre prochain, n'ont fait que dire le Droit et « les institutions qui ont la charge de l'organisation des élections sont prêtes, parfaites et n'attendent que le rendez-vous de décembre » car « la Ceni togolaise, de par la pluralité de ses membres et sa parité fait partie de l'une des meilleures en Afrique », a revendiqué l'ancien ministre. Et de poursuivre, « contrairement aux Commissions électorales dans les pays voisins, la Ceni togolaise n'est pas à 9/10ème, représentée par le parti majoritaire comme le recommandent les textes ».



Prof Charles Kondi Agba

Ainsi, pour le sage du parti présidentiel, il n'y a pas de place pour la fraude lors des élections au Togo tant, chaque parti politique a un représentant dont l'attribution est de veiller au bon déroulement du dépouillement dans les différents bureaux électoraux. Du côté du gouvernement, même son de cloche pour Gilbert Bawara, le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative qui convie l'opposition à « laisser derrière ces moments de discorde pour travailler ensemble, dans un esprit de fraternité et de compréhension mutuelle pour le progrès économique et social de notre pays ».

Awih Essoyodou

Oti

Sensibilisation sur l'OTR et le civisme fiscal

Une délégation de l'Office Togolais des Recettes (OTR) a éclairé les contribuables de Gando et de Mango sur les missions de leur office ainsi que le civisme fiscal, au cours des rencontres de sensibilisation tenues les 10 et 11 juillet à Gando dans la préfecture de l'Oti-sud et à Mango dans l'Oti.

Cette démarche se situe dans le cadre d'une tournée d'information et de sensibilisation des responsables des deux entités de l'OTR que sont les impôts et les Douanes dans les Savanes. Elle a pour finalité de présenter les valeurs et attributions de cet office aux partenaires-contribuables, les amener à cerner le bien-fondé du paiement des impôts et taxes qui permettent à l'Etat de faire face aux charges publiques. La sensibilisation a permis de recueillir les préoccupations et problèmes auxquels les contribuables sont confrontés et de trouver des pistes de solutions en vue de créer un partenariat gagnant-gagnant entre l'OTR et ses contribuables.

Aného

Promotion de la médecine traditionnelle

L'association internationale « Bidossessi » 2MP a organisé, le 15 juillet 2018 à Aného, une rencontre de concertation et d'échanges entre ses membres élargie aux associations de tradithérapeutes dans le cadre de la promotion de la phytothérapie et de la médecine traditionnelle.

Le but de cette rencontre est de promouvoir la sauvegarde des plantes médicinales pour le traitement des pathologies et une meilleure santé des populations ; faire connaître les vertus de certaines plantes, leurs feuilles et racines pour l'intérêt de la médecine traditionnelle et conventionnelle en vue du développement durable. Ces assises ont été marquées par une caravane, une exposition de la vision et des objectifs de l'association et de divers médicaments et potions à base de plantes, la remise d'attestation ainsi qu'une présentation de plantes médicinales traitant entre autres, le diabète, la ménopause, les hémorroïdes, l'insomnie, l'impuissance sexuelle.

tm
TOGOMATIN

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00
Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
Distribution : Togo Express
Tirage : (2000 exemplaires)

EDITO

...partis de l'opposition, au lendemain des discussions assorties de propositions a changé. On note dans le communiqué de la C14, en guise de réaction à cette feuille de route, un ton plutôt pondéré et respectueux du travail abattu par les Chefs d'Etat de la sous-région sous l'impulsion des présidents Nana Akufo-Addo et Alpha Condé, les deux facilitateurs à l'endroit desquels la C14 réitère ses remerciements. Comme dans l'opposition, le ton est à la conciliation, à la gratitude, dans une posture de « satisfaction

et d'humilité » au niveau du gouvernement. Le Ministre de la Fonction publique, M. Bawara, notait au lendemain de la publication de cette feuille de route que : « les orientations et la direction préconisées ne consacrent pas la victoire d'un camp contre un autre, le triomphe de certaines positions contre les autres ». Tout en regrettant que : « nous n'aurions jamais dû en arriver là, en contribuant les uns et les autres à mutiler notre propre pays et à tourmenter nos concitoyens avec toutes ces violences gratuites, ces exactions et ces dégâts insensés qui ont causé énormément de préjudices

et de dommages à la cohésion et à l'économie ». C'est une sacrée avancée de constater des positions aussi pondérées dans l'un comme dans l'autre camp, contrairement aux propos à l'emporte-pièce et aux déclarations incendiaires qui étaient essentiellement le maitre-mot de la Coalition, il y a quelques mois. Si la C14, surtout elle, mettait à profit l'acquis de cette pondération et la cultivait, il y a des chances que tout le Togo obtienne et jubile dans les prochains mois des Réformes que tous les acteurs appellent de leurs vœux. Mais, une leçon qu'il faille retenir, c'est le doigté,

l'habileté, la subtilité avec lesquels la Cedeao refile, sans crier gare, le bébé chaud de la question relative à la candidature de Faure Gnassingbé en 2020 à l'ensemble de la classe politique, mais plus encore à la C14.

« Allez recomposez la Cour constitutionnelle pour notamment revoir sa composition et limiter le nombre de mandats de ses membres et le renforcement du processus électoral... », invite en substance la Cedeao. Il n'existe pas en réalité, meilleur moyen de dire à la classe politique et surtout à l'opposition, qui fait de la

candidature de Faure en 2020, une obsession, au point de se fourvoyer et de se dévoyer, que si vous avez une Cour constitutionnelle, « consensuelle » et qui vous inspire tous confiance, vous avez gagné en bonne partie la bataille de la démocratie. Car, elle et elle seule, sera compétente au moment venu pour trancher comme cela se doit, sur des questions les plus grincheuses et les plus fâcheuses, comme cette passionnante question de la candidature de Faure en 2020. Une question que de vrais démocrates devraient se garder d'évoquer.

Dieudonné Korolakina

Pour faire aboutir les recommandations de la Cedeao Il urge d'embrayer sur certaines étapes

Depuis deux jours, la classe politique togolaise, la société civile et les analystes politiques ne tarissent pas de réactions suite à la proposition de feuille de route de sortie de crise faite par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cedeao). A analyser toutes les propositions, l'urgence de certaines d'entre elles, oblige de bon droit, l'ensemble de la classe politique togolaise à retrousser les manches dès à présent et à parer au plus pressé.



Gilbert Bawara



Brigitte Adjamaqbo



Atcholé Akléso

À l'issue des 53èmes assises de la Cedeao à Lomé, mardi dernier, il ressort en effet plusieurs recommandations. Le gouvernement et les acteurs politiques sont invités à œuvrer en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles en tenant compte, entre autres : du mode de scrutin à deux tours pour l'élection du président de la République ; la limitation à deux, du nombre de mandats présidentiels ; la recomposition de la Cour constitutionnelle pour notamment revoir sa composition et limiter le nombre de mandats de ses membres et le renforcement du processus électoral. Et le clou de ces propositions, s'il en est, reste la proposition de

date pour les prochaines législatives. Le 20 décembre prochain, en effet, les Togolais iront aux urnes pour choisir les nouveaux députés à l'Assemblée nationale. Or, on sait que, l'annonce d'une date pour les élections n'est juste qu'un premier pas dans un long processus, avant que ne s'ouvre la longue période d'organisation, de préparation après avoir convoqué le corps électoral, etc. il urge donc d'aller vite. Surtout que dans le cas togolais, les acteurs sont appelés à s'entendre sur certains fondamentaux au fur et à mesure des préparatifs du 20 décembre.

L'avenir politique du Togo passe par la date du 20 décembre, Réformes et présidentielle de 2020

Les consultations du 20 décembre sont importantes, déterminantes et urgentes, non seulement pour les Réformes qui urgent aujourd'hui et maintenant, mais également pour de futures consultations électorales, comme la présidentielle de 2020. Avec une et une passionnante question : la candidature de Faure Gnassingbé. Pourtant le problème ne devrait pas se poser, dans la mesure où si l'opposition remportait, par exemple les élections législatives à venir, avec ou non, une majorité des 4/5 de députés, elle aura la latitude d'opérer les réformes à son goût et de pouvoir solder la question de la candidature de Faure Gnassingbé en 2020. Au fond, la crise que traverse le Togo aujourd'hui se résume uniquement à

cette question, le reste n'est que bavardage, saupoudrage et fardage. Mais, en toute objectivité et sincérité, les opposants du président Faure Gnassingbé ne disposent pas d'arguments probants et pertinents pour empêcher qu'il ne se représente en 2020. Au risque de faire une Loi « personnelle » susceptible de rattraper plusieurs autres citoyens plus tard et de déranger la paix sociale. D'où toutes les difficultés de cette opposition à formuler un projet de Réformes clair et susceptible d'ouvrir la voie au consensus entre ses députés et ceux de la majorité Unir, qui, bien que majoritaires, ne sont pas qualifiés pour faire des Réformes.

Les Réformes avant ou après le 20 décembre ?

Personne ne sait vraiment comment certaines de ces Réformes peuvent s'opérer et se réaliser. C'est pourquoi, très prudente, la Cedeao encourage la poursuite du dialogue dans un cadre inclusif. Mais déjà du côté du gouvernement, il faut certainement et très rapidement renvoyer un texte enrichi à l'Assemblée nationale, un texte qui devra élargir à coup sûr les articles déjà contenus dans le projet de loi envoyé à la même Assemblée en

septembre 2017 et prendre en compte la question de la Réforme de la Cour constitutionnelle. Avec l'espoir que cette fois-ci, le projet du gouvernement donne l'occasion à de débats fructueux et qu'il ne subisse le même sort que le projet de loi de septembre 2017 voté par les 2/3 des députés, ceux de l'opposition ayant opté pour la politique de la chaise vide. Nous devons tous percevoir et admettre le sens de l'urgence dans le contexte actuel si nous ne voulons pas que la crise perdure. Nous devons avoir à l'esprit ceci et nous le rappeler : le choix d'une date pour les élections n'est qu'un premier pas dans le long et parfois ardu processus. Il ne faudrait pas que la recherche des voies et moyens pour la mise en œuvre des recommandations prenne une éternité en montrant une fois encore notre rapport très difficile au Temps. La Cedeao a fini de jouer sa partition, il nous revient de vite capter le tempo en évitant de trainer les pieds dans les malentendus inutiles et stériles. L'autre question est de savoir s'il serait de bon ton de laisser une Assemblée nationale, dont la mandature est épuisée et qui jouit d'une gracieuse prorogation, plancher sur une question aussi importante et vitale comme les Réformes ? Seul un cadre de dialogue inclusif et franc pourra permettre aux acteurs de trancher et d'avancer sans attendre.

D.K.

RDC

Retour imminent de Moïse Katumbi

Moïse Katumbi s'apprête à rentrer dans son pays, la République démocratique du Congo. L'avion de l'opposant au régime de Joseph Kabila n'a pas encore reçu l'autorisation d'atterrir sur le territoire congolais, mais il assure qu'il rentrera « dans tous les cas » dans son pays.

Il est pourtant recherché par les autorités judiciaires de son pays, mais Moïse Katumbi prend quand-même le risque de rentrer chez lui, pour apprend-on, déposer sa candidature pour la prochaine élection présidentielle. Pour le moment, l'ancien gouverneur du Katanga n'a pas qu'affaire à la justice. « Le jet privé de Moïse Katumbi, en transit en Afrique du Sud, n'avait toujours pas obtenu l'autorisation de survol du territoire congolais. « C'est très tendu », reconnaissait alors le député Delly Sesanga, secrétaire générale de sa plateforme électorale « Ensemble pour le changement

», qui suit le dossier auprès de l'Autorité de l'aviation civile (ACC), à Kinshasa », informe le site d'information www.jeuneafrique.com. Selon notre confrère, c'est depuis le 28 juillet que la compagnie qui gère l'avion de Moïse Katumbi est entrée en contact avec l'ACC, notamment par des échanges de mails. « Comme les démarches piétinent, il a été chargé d'approcher les autorités de cette structure publique qui a entre autres pour mission d'administrer, de réglementer et de superviser la sécurité et la sûreté de l'aviation civile en RDC ». Puisque, légalement, c'est elle qui décide de la délivrance

ou non de l'accord de survol du territoire national », informe le site www.jeuneafrique.com.

Combats perdus d'avance?

Selon plusieurs analystes, le retour de Moïse Katumbi dans son pays et ses ambitions présidentielles sont trop parsemés d'embûches. C'est peut-être un combat perdu d'avance pour ce dernier qui accumule ces trois dernières années différents ennuis « politico-judiciaires ». Plusieurs chefs d'accusations dont une tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat pèsent contre lui. Il est donc très surprenant que l'ancien



Moïse Katumbi

gouverneur puisse rentrer dans son pays et être libre, sans être inquiété. Autre ennui judiciaire non des moindres, il est reproché à Moïse Katumbi d'avoir une autre nationalité autre que celle du Congo. Rien que pour cela, la candidature du président du Tout Puissant Mazembé pour le prochain scrutin présidentiel pourrait être

rejetée par la Commission électorale congolaise.

Mais, tout cela n'inquiète pas l'opposant. Depuis l'Afrique du Sud où il s'impatiente, Moïse Katumbi promet être dans son pays aujourd'hui vendredi. « Dans tous les cas, je rentrerai demain [vendredi 3 août] dans mon pays », a-t-il déclaré hier.

Rachidou Zakari

Côte d'Ivoire

Révoqué, le maire du Plateau dénonce une décision arbitraire du gouvernement

Selon Noël Akossi Bendjo la décision du Conseil des ministres le révoquant de son poste de maire du quartier du Plateaux à Abidjan est purement et simplement « illégale ». Même révoqué, il affirme être toujours le maire du Plateau et condamne cette décision qu'il qualifie d'arbitraire.



Noël Akossi Bendjo

« Je reste le maire du Plateau. Cette décision est arbitraire et indigne de notre pays. Mais elle ne me surprend pas, car je savais que j'étais sur la sellette depuis notre refus de cautionner l'inféodation du PDCI au Rassemblement des Républicains (RDR)

à travers un parti supposé « unifié ». Mon opposition a toujours été claire et j'en ai donné les raisons. Je reste ferme sur mes positions. Apparemment, cela ne plait pas. Lorsque vous n'êtes pas pour le parti unifié, voilà ce qu'on

vous fait. Le droit est bafoué, il n'y a rien de juridique là-dedans, c'est une décision politique », a fait savoir Noël Akossi Bendjo hier dans une interview avec Jeune Afrique, largement repris par les médias ivoiriens.

C'est par une décision prise par décret à l'issue du Conseil des ministres que Noël Akossi Bendjo a été révoqué. Le maire du Plateaux membre influent du PDCI est soupçonné de graves manquements dans la gestion de sa commune. Une enquête administrative est en cours et intervient à quelques semaines des élections municipales alors que les tensions sont de plus en plus vives entre les deux principaux partis de la

majorité : RDR et PDCI. « Graves déviations » dans le maniement des fonds communaux, faux en écritures publiques et détournements de fonds portant sur plusieurs millions d'euros, c'est ainsi que le porte-parole du gouvernement a justifié la révocation du maire du Plateau, Noël Akossi Bendjo.

Selon le porte-parole du gouvernement ivoirien, il n'y a pas eu de mandat d'arrêt délivré contre Noël Akossi Bendjo. Ce dernier affirme être en

Europe, ne pas avoir été informé de cette révocation et se réserve le droit d'apporter une réponse à cette décision de lui-même ou par le biais de ses avocats.

A deux mois des municipales, le maire sortant du Plateau est donc dans le collimateur des enquêteurs. Des révélations qui tombent à point nommé tandis que la tension entre les deux alliés politiques d'hier, RDR et PDCI, est de plus en plus palpable.

La Rédaction



Agriculture**Les riziculteurs militent pour une exonération fiscale**

Dans le cadre de l'opérationnalisation de son Plan national de développement, le gouvernement togolais mise sur l'agriculture pour une croissance plus inclusive et un développement participatif. L'un des axes majeurs sur lequel compte s'appuyer l'Etat pour l'essor de l'agriculture reste la filière rizicole, céréale essentiellement prisée par la consommation locale.



Un riziculteur dans son champs

Une réunion sur la production de riz s'est tenue dans le courant de cette semaine à Lomé et a regroupé plusieurs

acteurs de la riziculture venus de toute l'étendue du territoire nationale. La rencontre, parrainée par le ministère en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche a été l'occasion, pour les acteurs de production du riz au Togo et les autorités, de se pencher sur les différents mécanismes de l'amélioration de la riziculture au Togo.

Le gouvernement togolais a mis les bouchées doubles dans la production de riz depuis une décennie maintenant. En 2008, la production totale de riz était estimée à un peu plus de 85 mille tonnes. L'année dernière, le gouvernement a relevé

que la filière a bondi de 64% depuis 2008 pour se fixer à une production totale annuelle de plus 140 mille tonnes.

Même si cette évolution traduit une embellie pour le Togo, les autorités restent cependant sur leur garde. Pour le ministère de l'Agriculture, cette hausse est encore loin des prévisions de croissance de la production de riz au Togo. De fait, le gouvernement tablait sur une production de 232 mille tonnes de riz enveloppé et 139 mille tonnes de riz usiné.

Dans sa vision pour l'amélioration de la production de riz au Togo, le gouvernement compte

en effet améliorer la production à l'hectare en dotant les acteurs du secteur, d'appuis essentiels en matériels appropriés. Le ministère projette également de mettre en place les semences adaptées à la production au Togo, les engrais ainsi que les pesticides en vue de booster la productivité et la production de la matière dans notre pays. Au terme de la rencontre de cette semaine, les producteurs de riz au Togo ont émis leur vœu de bénéficier d'une exonération fiscale dans le souhait, disent-ils, de bénéficier d'une plus grande facilité d'accès aux financements bancaires.

Awih Essoyodou

Stratégie d'électrification du Togo**Vers le déploiement de 60 mini-réseaux solaires**

Dans un communiqué rendu public en début de semaine, la Société financière internationale (SFI), filiale du groupe de la Banque mondiale en charge du financement du secteur privé salue l'ambition du gouvernement togolais sur sa stratégie nationale d'électrification et annonce par ailleurs, l'installation par le pays de 60 mini-réseaux solaires.

L'opération est programmée pour être opérationnalisée d'ici au début de l'année 2020 et s'inscrit dans le cadre des différentes initiatives prises par l'Etat togolais dans le sens de l'extension de l'énergie électrique, renouvelable notamment dans les hameaux les plus éloignés du Togo. Selon le communiqué de l'institution financière internationale, ces mini-réseaux solaires serviront essentiellement à connecter 10 mille foyers à travers une collaboration plus renforcée entre le gouvernement et les acteurs privés du secteur des énergies renouvelables.

Un point sur lequel la SFI se félicite de l'avancée du Togo en matière des énergies renouvelables. « La vision du Togo en matière d'accès de tous à l'énergie électrique est une première en

Afrique », a reconnu la représentante résidente de l'institution internationale dans notre pays dans le communiqué publié le lundi dernier. La Société financière internationale note par ailleurs que « la vision des autorités nationales de faire de l'accès de tous à l'énergie est une première sur le continent africain tant, cette ambition intègre des solutions hors-réseau et s'appuie sur le secteur privé ». La stratégie nationale d'électrification du Togo contribuera de manière significative à booster l'économie dans les années à venir et « elle permettra au gouvernement de créer des marchés en identifiant les zones à fort potentiel d'emplois pour l'installation de mini-réseaux et de kits solaires », note la filiale du groupe de la Banque mondiale.

La stratégie nationale d'électrification mise en place par les autorités nationales vise à doter, toutes les localités du pays en énergie électrique alternative au courant classique. Il s'agira, pour le gouvernement, d'investir dans les énergies renouvelables en vue de parvenir au mieux, à la lutte contre le réchauffement du climat. Ainsi, le Togo a-t-il initié le projet d'électrification Ci-zo, à travers lequel l'Etat ambitionne de fournir, à plus de deux millions de ses citoyens qui représentent 300 mille ménages, de l'énergie solaire d'ici à l'horizon 2022.

Dans sa vision sur le long terme, l'Etat togolais compte assurer à 100% des Togolais, de l'énergie solaire d'ici à l'horizon 2030 contre 75% de la population en 2025 et 50% en 2020. Pour



Des kits de Greenlight Planet

atteindre cette ambition, le gouvernement a fait le choix de confier l'extension de l'énergie solaire à des entreprises privées dont l'expertise dans les énergies renouvelables est avérée. C'est précisément ce choix porté sur le

partenariat public-privé de l'exécutif togolais que salue la Société financière internationale en vue de parvenir à une croissance inclusive et de venir à bout des moins de 10% des populations rurales électrifiées.

Awih Essoyodou

ACHETEZ & LISEZ désormais

tm tm tm tm tm tm tm

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

www.monkiosk.com **www.alome.com**

UEMOA

Défi de l'intégration et législation de la concurrence

L'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) qui a été créée en janvier 1994 au Sénégal, s'est assignée comme objectif, l'édification d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production. D'autres priorités sont la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire. TogoMatin vous propose de revisiter l'institution, d'abord à travers sa dernière rencontre tenue à Lomé en début de semaine, ensuite, le défi de l'intégration et enfin, l'importance de la législation de la concurrence dans l'espace.

Uemoa/ 20^{ème} session ordinaire Etat de l'Union



Reunion de l'UEMOA à Lomé

Les chefs d'Etat et de gouvernement et les délégations des huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine se sont retrouvés le 30 juillet dernier à Lomé au Togo pour la 20e session ordinaire de l'institution. La rencontre s'est déroulée sous l'égide du président ivoirien Alassane Dramane Ouattara, président en exercice de la Conférence, avec la participation de ses pairs des pays membres dont le chef d'Etat Faure Gnassingbé, hôte de l'évènement.

Les travaux ont permis aux dirigeants de cet espace communautaire, d'examiner entre autres, le rapport sur l'état de l'Union, la note sur l'état de convergence dans les Etats membres de l'Union de

même que l'état de mise en œuvre des chantiers de Haut niveau notamment l'Initiative régionale pour l'énergie durable (Ired), les questions liées à la paix, la lutte contre l'insécurité, et la sécurité alimentaire dans l'espace Uemoa.

Selon Abdallah Boureima, le président de la Commission de l'Union, les chefs d'Etat ont passé en revue la situation économique dans les pays de l'Union, qui se porte bien avec un taux de croissance confortable avoisinant 7% en 2017 et des perspectives pour 2018 qui sont également bonnes. Les dirigeants des Etats membres de l'Union ont également fait un tour d'horizon de la revue des programmes et projets communautaires au sein de l'UEMOA, dans le respect d'une initiative prise en 2013,

prévoyant qu'on passe en revue les textes qui régissent l'Union, afin d'apprécier l'état de leurs transposition et application dans l'ensemble des 8 Etats membres. A ce stade, il est relevé des avancées notables, et des performances ont été réalisées au niveau de trois domaines pris en compte par la revue, à savoir la gouvernance économique, le marché commun et les politiques sectorielles.

Les dirigeants et chefs de gouvernement de l'Union ont en outre analysé la situation de la convergence au niveau de l'Union. Ils ont noté avec satisfaction que des progrès importants ont été réalisés

en 2017 par rapport à 2016 puis, envisagé de bonnes perspectives qui laissent espérer que l'objectif de convergence pourra être atteint à l'horizon 2019. Enfin, les chefs d'Etat ont examiné la question relative au marché commun, étant donné que l'objectif de l'intégration vise la construction d'un vaste marché commun pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes. Au regard des insuffisances relevées à ce niveau, des mesures sont prises pour que les avancées enregistrées puissent être accélérées au cours de la revue 2018.

CA

Présentation de l'Uemoa



Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l'Union économique et monétaire ouest-africaine a pour objectif essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire.

Huit Etats côtiers et sahéliens, liés par l'usage d'une monnaie

commune, le franc CFA et bénéficiant de traditions culturelles communes, composent l'Uemoa : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'Uemoa couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 119 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 6,7% en 2017. (Source: INS/C. UEMOA : RSM juin 2018)

L'Uemoa est représentée par un logo symbolisant la croissance, l'union, la solidarité et la complémentarité entre les Etats côtiers et les Etats sahéliens

L'intégration régionale La Commission



Cheikh-Hadjibou-Soumare, le président de la Commission de l'UEMOA

Elle est actuellement composée de huit membres, des Commissaires, désignés par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement pour un mandat de quatre ans, renouvelable. Elle a son siège à Ouagadougou (Burkina Faso). Les Commissaires, à leur entrée en fonction, prêtent serment devant la Cour de justice de l'Union. Le président de la Commission est nommé, parmi les Commissaires, par la Conférence pour un mandat de quatre ans, renouvelable. Il nomme aux emplois et est ordonnateur du budget.

La Commission, organe exécutif de l'Union, prend des règlements pour l'application des actes du Conseil des ministres, édicte des décisions et formule des recommandations et des avis. Les organes de contrôle

1. La Cour de justice

Composée de huit membres désignés par la Conférence des chefs d'Etat pour un mandat de six ans renouvelable, la Cour de justice assure le respect du droit relativement à l'interprétation et à l'application du Traité de l'Uemoa. Son siège est à Ouagadougou (Burkina Faso).

Elle est compétente pour connaître entre autres du recours en manquement des

Etats membres aux obligations qui leur incombent en vertu du Traité de l'Union, du recours en appréciation de légalité des actes communautaires obligatoires émanant du Conseil des ministres et de la Commission. Ce recours est ouvert à toute personne physique ou morale, contre tout acte d'un organe de l'Union lui faisant grief et du plein contentieux de la concurrence par lequel la Cour se prononce sur les décisions et sanctions prises par la Commission contre des entreprises n'ayant pas respecté le principe de la libre concurrence ou ayant abusé de leur position dominante sur le marché de l'Union.

2. La Cour des comptes

Composée de trois membres désignés par la Conférence pour un mandat de six ans renouvelable une fois, la Cour des comptes de l'Uemoa assure le contrôle de l'ensemble des comptes des organes de l'Union. Ce contrôle porte notamment sur la régularité et l'efficacité de l'utilisation des ressources de l'Union.

La Cour des comptes, dont le siège est à Ouagadougou, est également compétente pour connaître de la fiabilité des données figurant dans les lois de finances des Etats membres, lorsque ceux-ci la saisissent à cet effet.

ouest africaine (Uemoa) a organisé du 03 au 07 avril 2018 à Abidjan un séminaire national d'information et de sensibilisation sur la législation communautaire de la Concurrence.

Il vise à informer les participants sur les enjeux liés à l'importance des règles de concurrence dans le processus d'intégration régionale de l'Uemoa, à favoriser la synergie entre les administrations chargées des questions de la concurrence et les autres acteurs concernés, à faire un plaidoyer sur la nécessité de la mise en place d'un réseau national pour l'application des règles de concurrence et enfin, à améliorer les capacités des participants à identifier et à éliminer les pratiques

anticoncurrentielles grâce à une meilleure application des règles de concurrence dans l'espace Uemoa.

Cette intégration ne saurait se réaliser sans l'instauration d'un marché régional commun où l'ensemble des entreprises évoluant dans cet espace communautaire exercent leurs activités dans le respect strict des règles de la concurrence. C'est pour cette raison que la Commission de l'Uemoa a décidé d'organiser dans les pays membres de l'institution communautaire un séminaire national d'information et de sensibilisation sur la législation en matière de la concurrence. La Côte d'Ivoire est le cinquième pays à accueillir le séminaire après le Burkina Faso, la Guinée Bissau, le Togo et le Niger.

Défi de l'ajustement des déficits



Un camion en chargement

Pour assurer la stabilité macroéconomique et soutenir la croissance de l'Uemoa, les Etats membres doivent procéder à l'ajustement des déficits budgétaires vers le critère de convergence (3% du PIB) à partir de 2019.

C'est l'une des recommandations faite par une équipe du FMI qui a mené une mission auprès des différentes institutions de la sous-région, du 11 au 24 janvier 2018. « 2018 est une année critique pour assurer la convergence vers des déficits budgétaires soutenables », selon l'équipe conduite par Dhaneshwar Ghura. La consolidation budgétaire nécessitera d'accroître la mobilisation des ressources intérieures et de prioriser les dépenses, précise-

t-elle.

Ainsi, la mission préconise des réformes de politique fiscale destinées à « permettre de créer un espace pour réduire les déficits budgétaires sans compromettre l'investissement en infrastructures publiques et les dépenses sociales et de sécurité ».

Pour 2017, le déficit budgétaire consolidé est estimé à 4,6% du PIB en 2017 selon l'équipe du FMI, le même niveau qu'en 2016. « Ce déficit et des termes de l'échange défavorables ont contribué à une hausse du déficit du compte courant extérieur », indique la mission, qui alerte au sujet de l'accroissement de la dette publique.

[Uemoa, Abidjan.net et izf.net]

TogoMatin

Législation de la concurrence dans l'espace Uemoa

Dans le cadre du Programme d'appui à l'intégration économique régionale et au Commerce (IERC), la Commission de l'Union économique et monétaire

Annonce

Tu es Jeune Libre et Dynamique, que fais-tu de tes vacances? Rejoins nous à welcome Holidays pour vivre:

Un show musical avec des artistes talentueux, des jeux et tombolas pour gagner de divers lots.... Viens et tu repartiras avec plein de surprises agréables

- *le samedi 18 août à 15h
- *Au collège protestant de Lomé
- *Participation 5000

Attention

Ne rate pas l'occasion de recevoir en bonus un coaching pour mieux découvrir ton potentiel. Info 90657878

Pharmacies de garde de Lomé
du 30 / 7 / au 06 / 8 / 2018

St RAPHAEL	Marché Atikpodji	22 21 84 26
HANOUKOPE	Av. N.marche,	22 21 01 15
BIOVA	Bd.Houphet Boigny	22 34 50 93
PORT	Face Hôtel Sarakawa	22 27 61 88
BON SAMARITAIN	BE	22 21 45 30
KODJOVIAKOPE	Av. Duisbourg	22 21 89 90
AMITIE	72 Av. Hydro (SOTED)	22 21 74 47
HÔPITAL	Face CHU-Tokoin	22 20 08 08
PROSPERITE	Bd Eyadéma	23 38 84 25
PEUPLE	Marché NUKAFU	22 26 84 22
LE JOURDAIN	Tokoin Wuiti	22 61 56 14
BAH	Hedzranawé	22 26 03 20
St PIERRE	Hedzranawe	22 26 19 73
MAWULE	Bè-Kpota	22 27 11 21
MAËLYS1688,	Bè Kpota	22 27 60 19
ELI-BERECA	Adidogomé	22 51 22 82
LA REFERENCE	Adidogomé	22 51 12 12
BONTE	SEGBE	93 95 80 78
DU POINT E	Djidjole	22 51 91 71
LE GALIEN	Adidoadin	22 51 71 71
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN	22 51 63 30
St JOSEPH	BE KLIKAME	22 25 74 65
VOLONTAS DEï	Avédji	70 42 23 60
VITAFLORE	Agoè Vakposito	70 40 22 86
LA GRÂCE	SUN AGIP Agoè	22 25 91 65
ESPACE VIE	Agoe Logopé	99 85 89 07
MAINA	Agoè Assiyéyé	22 33 65 34
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito	70 42 34 64
TAKOE	CAP ESSO de Zongo	22 34 03 42
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	70 45 70 14
BAGUIDA	Face CMS de Baguida	70 42 47 77

Quelques ambas-
sades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ
(Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

Débat du jour

S'il vous plait, quelle est l'avantage et l'inconvénient de marier dans l'autres religions?

Blagues du jour

Si tu vois un maçon avec ses copines boire de grosses GUINNESS en plein midi, il faut savoir qu'un paquet de ciment a disparu quelque part.



Lorsque ta go commence à prendre des heures ou des jours pour répondre à tes messages, quand elle avait l'habitude de prendre 30 secondes auparavant,
Mon frère, tu es son Ex maintenant. A ne pas discuter. C'est une science

Photographie et oeuvres numériques
voici les 5 artistes à suivre en Afrique

Leurs arts s'étendent des films et installations sonores aux photographies et œuvres numériques. Certains s'intéressent à l'exploitation des histoires complexes tandis que d'autres imaginent de nouveaux avensirs pour le continent africain et le monde entier. Dans ce cliché de famille pour le moins bigarré, voici 5 artistes qu'il faut désormais surveiller.

Heba Y. Amin
Heba Y. Amin est née en 1980, au Caire, en Égypte. Elle est basée à Berlin, en Allemagne. En 2014, Heba Y. Amin a fait un voyage dans lequel elle a tracé une route commerciale séculaire du Nigeria à l'Europe. Dans le processus, elle s'est heurtée aux structures de pouvoir – le voyage a nécessité 12 visas de voyage différents – et s'est engagée dans ce qu'elle a appelé «l'intimité bureaucratique», ou l'acte forcé de donner des informations personnelles aux autorités. Ses voyages sont devenus la base de «La Terre est un ellipsoïde imparfait», un ensemble de photographies, de sculptures et de vidéos de 2016 qui médite sur la manière dont les personnes et les images sont transférées en Afrique et au Moyen-Orient. Parmi ses autres œuvres, il y a un intérêt particulier pour la façon dont les technologies de surveillance – numériques et autres – affectent le mouvement.

Frances Bodomo
Née en 1988 à Accra, au Ghana; Frances Bodomo est basée à New York, aux États-Unis. Dans Afronauts, un court métrage qu'il a produit en 2014, une adolescente zambienne albinos se prépare à un voyage sur la lune à la fin

des années 1960. La fille n'a jamais pu monter dans l'espace, mais le paysage aride semble étranger à la cinématographie noire et blanche du film. Comme dans beaucoup d'autres œuvres, la notion de voyage peut être une métaphore de la migration, et Bodomo connaît le transit: elle est née au Ghana, a grandi en Norvège et à Hong Kong, et est actuellement basée à New York. Les films naviguent dans ce flou. Après avoir fait ses débuts au Sundance Film Festival en 2014, Afronauts a tracé un parcours inhabituel dans le monde de l'art, notamment dans une exposition de cinéma immersif au Whitney Museum de New York. Bodomo travaille actuellement au financement d'une version du long métrage.

Mahi Binebine
Né à Marrakech, au Maroc en 1959, Mahi Binebine, connu dans son pays natal et au-delà en tant que romancier, produit régulièrement des tableaux et des dessins dans lesquels des personnages nus minces sont empilés les uns sur les autres, créant une cacophonie de membres et de visages vierges. Les œuvres sont minimales, avec des personnages qui semblent n'avoir ni genre ni émotion. Ce sont

des visions étranges et séduisantes qui semblent concerner le confinement et le dépouillement de l'identité, bien que Binebine insiste sur le fait qu'elles sont simplement des «excuses pour raconter des histoires sur les humains».

Lebohang Kganye
Lebohang Kganye, 28 ans, est une Sud-Africaine basée à Johannesburg. Elle s'est embarquée dans "Ke Lefa Laka" (My Inheritance), un projet photo en plusieurs parties, quand sa mère est morte. Dans une partie de la série, l'artiste a superposé sa propre image sur celle de sa mère, créant ce qui semble être des spectres du passé qui hantent le présent. Kganye a attribué « Ke Lefa Laka » en partie aux conséquences de l'apartheid et aussi à la manière dont les images peuvent être manipulées pour raconter de nouvelles histoires. D'autres photographies et films de Lebohang Kganye ont combiné des histoires personnelles avec des événements politiques en Afrique du Sud. Son travail le plus récent implique des animations dans lesquelles des versions découpées de vieilles photos se déplacent.

Mimi Cherono Ng'ok
Mimi Cherono Ng'ok est



Heba Y. Amin



Frances Bodomo

une artiste née en 1983 à Nairobi où elle est toujours basée. Des jaunes dorés, des bleus laiteux et des rouges vifs apparaissent dans les photographies de Mimi Cherono Ng'ok, qui prennent souvent la forme de paysages et de portraits mystérieux et rêveurs. Ses images sont personnelles. « Les photographies sont comme écrire des lettres,

journaliser», a-t-elle dit, alors que ses somptueuses compositions semblent avoir été soigneusement planifiées. « La plupart de ma préparation impliquent de longues promenades, m'acclimater à l'environnement, s'asseoir et regarder les espaces où je suis », explique l'artiste photographe. **www. Afrotribune. Com**

Lire

« Les frasques d'Ebinto » d'Amadou Koné. Ed Hatier 1979 Pp 9-10

« ...Le collègue souriait aux rayons dorés du soleil matinal et semblait se moquer des « gbossros » qui frémissaient une fois de plus sous le joug des « lazés ». Partout, les élèves étaient très excités ; les « lazés » se montraient impitoyables et maltrahaient même les jeunes filles. C'est intolérable, s'écria Koula. Défendons au moins les filles. Et nous voilà partis, débarrassant les demoiselles

des garnements qui les accablaient de grossièretés. Nous étions bien célèbres et partout notre présence imposait l'ordre. Tout à coup j'entendis des clameurs plus fortes sous un cocotier. Je me dirigeai vers cet endroit. Là, je vis une jeune fille dignement arrêtée que les « lazés » maltrahaient. Elle ne disait rien quand on lui tirait les tresses. On l'eût dit insensible sans la petite moue dédaigneuse qu'elle faisait à ses bourreaux. Je m'approchai et les élèves de cinquième et de quatrième cessèrent leurs brutalités. Tranquillement je pris la main de la jeune fille et lui dis : Viens, je vais

te protéger. D'un coup brusque, elle arracha son poignet de ma main et j'eus tout juste le temps d'éviter la gifle qu'elle m'envoyait sur la joue. Cette curieuse réaction m'étonna et je me dis que cette fille là était trop orgueilleuse. Or, le but des brimades était d'apprendre aux nouveaux élèves à respecter les anciens et surtout à contenir leur propre orgueil. Alors, je pris la résolution soudaine de faire ce que je n'avais jamais osé. Je voulus participer aux brimades en humiliant cette fille. Pique, la vache, dis-je d'un ton qui se voulait autoritaire. Elle ne bougea pas. Veux-tu

piquer, oui ? criai-je. Elle était là, comme sourde. Ses yeux clairs me jetaient des dards de mépris et je me sentais ridicule. Est-ce que tu vas piquer, espèce de vache ? repris-je avec rage. Les élèves autour de nous s'étaient tus et observaient la scène avec intérêt. Et je me sentais humilié par la dignité de cette fille si sûre d'elle. Et comme elle ne bougeait toujours pas, je la saisis par les épaules et voulus l'obliger à s'agenouiller. Mais elle se débattait comme une furie. Ce fut sur ses entrefaites que Bazié arriva. Le principal arrive. Eh ! Mais que fais-tu, Ébin ? Je lâchai la jeune fille. Et

avant de tourner les talons, je lui jetai un coup d'œil qui était un défi. J'ai rencontré son regard calme. Je crois que ce fut seulement à cet instant que j'ai remarqué sa grande beauté. On était en novembre et on avait commencé les classes. Petit à petit on oubliait les congés et on se replongeait dans les études. Qu'est-ce que le travail représentait au juste pour moi ? Beaucoup. À un certain moment j'en fis même le but de mon existence. Mes parents m'avaient toujours dit que le travail, même s'il n'arrive pas à sortir l'homme de la misère, lui garantit sa dignité... »

Bandes dessinées

« Shuri » sort de sa zone de confort

L'écrivaine afrofuturiste nigérian-américaine Nnedi Okorafor publiera en octobre prochain une série de bandes dessinées sur l'actrice « Shuri » qui a joué dans le film Black Panther de Marvel. « Shuri » qui est connue comme la petite sœur technicienne de T'Challa dans le film afro-américain « Black Panther », prendra la tête de cette nouvelle série de Nnedi Okorafor.



Nnedi Okorafor

La série de bandes dessinées consacrée à « Shuri » mettra un accent particulier sur la star qui est la sœur de T'Challa alias Black Panther. Selon une note officielle de Marvel, la nouvelle série va plonger Shuri dans un voyage exigeant alors que Black Panther disparaît dans l'espace. Se plaçant dans la même optique pour prendre le trône de Wakanda,

elle sort de sa zone de confort et a un rôle plus important. D'après le synopsis officiel publié par Marvel, Shuri est la plus heureuse dans un laboratoire, entourée de gadgets de sa propre création, elle préférerait tester des gantelets plutôt que de les lancer, mais une nation sans leader est vulnérable, et Shuri pourrait devoir

choisir entre le bien-être de Wakanda et le sien. Nnedi Okorafor qui a travaillé sur d'autres projets Marvel dans le passé dit aimer « Shuri » pour être un jeune génie africain qui aime la technologie. Née le 8 avril 1974 à Cincinnati dans l'Etat d'Ohio et d'origine nigérienne, Nnedimma Nkemdili Okorafor est une romancière américaine de science-fiction et du fantastique. Pour la publication de ses livres, elle utilise les noms Nnedi Okorafor et Nnedi Okorafor-Mbachu. Nnedi Okorafor a obtenu le prix World Fantasy du meilleur roman en 2011 pour son roman « Qui a peur de la mort ? ».

Pour les illustrations de la bande dessinée, Leonardo Romero, artiste visuel renommé et récompensé aux Eisner Awards s'en chargera.

Nadia Edodji (Stagiaire)

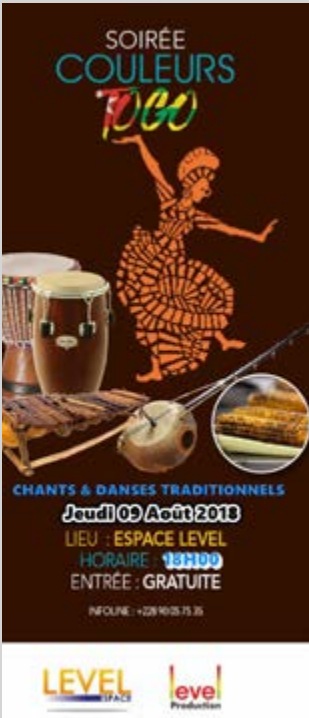
Soirée culturelle

« Couleurs Togo », le village en ville

L'espace culturel Level servira de décor pour la soirée culturelle « Couleurs Togo » qui se tiendra, le 9 août prochain à Lomé. L'évènement est organisé par l'espace culturel Level en collaboration avec le groupe artistique les Kamites.

Des chants et danses traditionnels seront à l'honneur au cours de cet évènement culturel qui transporte le village en ville. Plusieurs activités meubleront cette manifestation à la fois culturelle et récréative. Hormis des rythmes, chants et danses des quatre points cardinaux du Togo avec le groupe artistique les « Kamites », les échassiers Afuma seront également de la partie pour égayer le public.

« Couleurs Togo » offre l'occasion à l'assistance de déguster les mets (Kpédjigaou, Akpan) et les boissons (Solim, Sodabi) locaux sur place. Cet évènement artistique permettra au public togolais de se ressourcer à travers des rythmes, chants et danses du terroir. Par ailleurs, il est



également prévu au « Couleurs Togo » un petit camp de feu. C'est un village qui s'installe en plein cœur des habitudes de la ville afin de créer des échanges et artistiques. L'entrée à la soirée « Couleurs Togo » est libre et gratuite.

N.E.

Littérature africaine

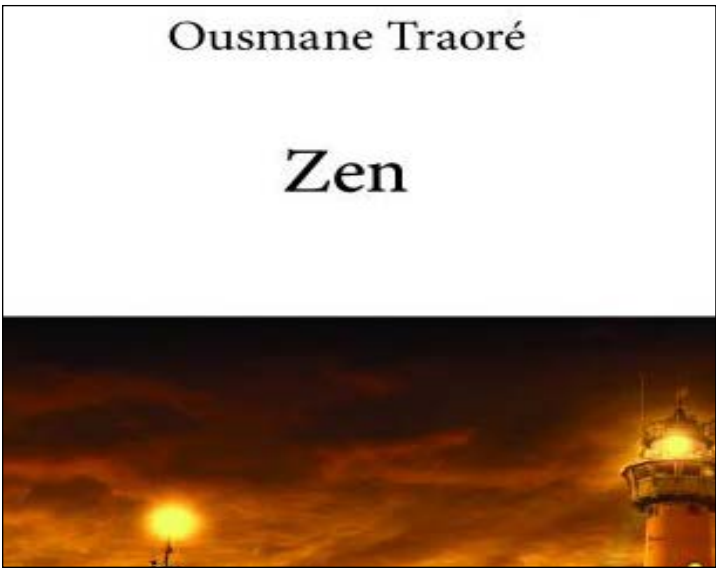
« Zen », une œuvre qui traite de l'immigration

L'auteur guinéen, Ousmane Traoré a écrit un second roman intitulé « Zen ». Ce chef d'œuvre traite de l'immigration et du terrorisme. Le roman « Zen » est édité aux éditions Edilivre à Paris.

Constitué de 330 pages, « Zen » relate l'histoire d'un jeune homme Bounafane Touraman parti se chercher à l'étranger pour sécher les larmes de sa mère et faire la fierté de sa famille. A travers ce roman, le lecteur découvre d'intenses thrillers dans un style littéraire rare, avec le personnage principal, factuelle expression d'une jeunesse

africaine aux espoirs qui tombent en charpie. Pour Ousmane Traoré, l'immigration n'est vraiment pas un mal en soi d'autant qu'elle permet de faire vivre la famille au bled et créer une plus-value au pays d'accueil. « Le cas de Mamadou Gassama est plus illustratif : il sauve la vie d'un enfant devant des dizaines de blancs, en risquant la sienne. Il

commence à travailler, va payer ses impôts en France et aider sa famille au Mali », a souligné l'auteur. Néanmoins, d'après ce jeune auteur, l'immigration des jeunes africains n'a que trop duré. Et il faut trouver des solutions idoines, afin de les empêcher de partir. « Les gouvernements africains doivent repenser le système



Une partie de la couverture du roman

éducatif, créer des emplois, lutter contre la déperdition scolaire, octroyer des micros crédits aux jeunes épris d'initiatives », a-t-il suggéré. Né à Matam, une agglomération de Conakry, Ousmane

Traoré est titulaire d'une licence en Lettres Modernes de l'université Gamal Abdel Nasser, en République de Guinée. Il a publié en 2014 à Paris, son premier roman « Un peuple orphelin ».

T.M.

BEPC 2018

Résultats enfin livrés, régression du taux de réussite comparé à 2017

Les candidats au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) peuvent enfin pousser un ouf de soulagement. Les résultats de la session de juillet 2018 viennent d'être publiés. Certainement des joies, mais aussi des regrets et des peines. Surtout qu'on note une régression au niveau du pourcentage.



Des élèves consultant les résultats

Ces résultats étaient très attendus. La preuve, c'est que des rumeurs annonçaient la proclamation depuis quelques jours. Cette fois-ci, il n'y a pas de doute là-dessus. Un communiqué du ministère en charge des Enseignements primaire, secondaire et de la Formation professionnelle publié le mercredi dernier, annonçait les résultats pour l'après-midi du jeudi. Selon les chiffres, on est en nette régression par rapport à

l'année dernière. Ils sont 63 814 élèves à avoir obtenu leur diplôme sur toute l'étendue du territoire national. Cela fait 55,40% alors que l'an dernier, on enregistrait plus de 63%. Une régression de plus de 8%. Qu'est-ce qui n'a pas marché ? Les grèves répétitives sont-elles passées par là ? Ou bien c'est plutôt les candidats eux-mêmes qui ne se sont pas bien préparés ? Ce qui est sûr, c'est que ces résultats ne rassurent pas,

même si l'écart n'est pas très élevé.

Pour rappel, le BEPC est un diplôme reconnu officiellement pour ceux qui veulent arrêter leur cursus. Il permet d'apprendre un métier ou de faire une formation professionnelle de courte durée pouvant permettre une insertion rapide. D'un autre côté, il permet à ceux et celles qui souhaitent poursuivre leurs études, d'entrer au lycée, soit dans l'enseignement général ou technique. Quelle que soit l'option choisie, en trois ans, l'élève sort avec le diplôme du Baccalauréat deuxième partie (Bac 2) qui lui ouvre les portes de l'enseignement supérieur. Le BEPC est donc un diplôme à ne pas négliger. Mais il faut reconnaître que ces dernières années, il n'est plus difficile comme par le passé. Avec un peu d'effort, il est possible de s'en sortir. Félicitations donc aux lauréats de cette année, du courage aux recalés.

Edem Dadzie

Gestion des conflits

Les journalistes ont un rôle important à jouer pour la décrispation

L'Institut international de gestion des conflits (IIGC), a formé mercredi dernier, à la maison de la presse, une trentaine de journalistes togolais sur le thème « Journaliste sensible aux conflits ».

Les pays africains en général et le Togo en particulier connaissent ces derniers temps, des moments de turbulence préjudiciables à la paix. Dans ces conditions, les journalistes qui sont des leaders d'opinion très suivis par la population, doivent jouer un rôle de premier choix. Ceux-ci doivent traiter les sujets sans tomber dans les caricatures et éviter de tenir des propos qui divisent. Ils doivent chercher l'intérêt général.

Cette formation s'inscrit dans les missions que s'est assigné l'IIGC, à savoir, aider à gérer les conflits, c'est-à-dire, travailler sur les lignes managériales, la stratégie, la communication et la médiation. La formation

avait pour objectif de rappeler aux professionnels des médias qu'à chaque fois qu'il y a un conflit, ils doivent privilégier dans le traitement des informations, l'exactitude, l'impartialité et la responsabilité.

Plusieurs méthodes peuvent aider à gérer les conflits. Le président de l'IIGC, Kag Sanoussi, identifie la SORA : Situer, Observer, Réfléchir et Agir. « la SORA permet d'aller plus loin et d'agir. A l'issue de cette formation, je demanderai aux journalistes de refuser de réagir mais d'agir, parce que quand on réagit, on manque de temps de réflexion et quand on manque de temps de réflexion on n'est pas efficace. Or la réflexion permet de penser aux actes

qui sont en conformité avec l'intérêt général », précise-t-il.

Cette méthode constitue un socle spécifique autour duquel on peut gérer toute sorte de conflits, parce que dans ce cas, le journaliste prend le temps de comprendre et d'analyser les différents aspects de l'information avant de la traiter. Ainsi, l'IIGC met en place des formations pour des cadres et dirigeants d'entreprises, des institutions publiques et des collectivités territoriales, des responsables coutumiers et religieux, des forces de l'ordre etc, en prévention et gestion des crises, risques et conflits.

Edem Dadzie

Recommandations de la Cedeao

La Coalition de l'opposition sort enfin du silence mais reste sur sa soif

Après la publication de la feuille de route de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao), la réaction de la Coalition des 14 était très attendue. Elle avait fait savoir qu'elle n'accepterait pas des recommandations qui ne tiennent pas compte des aspirations du peuple togolais. Après quelques heures de mutisme, amenant certains à se poser des questions sur son sentiment après cet épisode, elle vient de sortir un communiqué, pour donner son appréciation.



Des responsables de la C14

Dans le communiqué, la C14 affirme prendre acte des recommandations de la Cedeao relatives à la situation sociopolitique du Togo. Mais, elle observe plusieurs insuffisances majeures, notamment « l'absence de l'évocation d'un gouvernement de transition chargé de conduire les réformes institutionnelles et électorales et de la question sécuritaire ». La Coalition déplore que les chefs d'Etat de la Cedeao n'aient pas jugé opportun d'examiner la question de la candidature de Faure Gnassingbé pour un quatrième mandat. Par ailleurs, elle relève que la date du 20 décembre pour le scrutin législatif dont le mode n'a pas été précisé n'est pas réaliste. D'autre part, elle se rend compte qu'il n'est nulle part question du retour à la Constitution de 1992 dans sa version originelle. Aucune satisfaction sur les conditions d'élections transparentes et crédibles. Autant dire que la Coalition dresse un bilan négatif pour ses

propres actions.

Face à ce constat, on est tenté de se demander, à quoi s'attendait la Coalition ? Selon des analystes expérimentés de la scène politique togolaise dont maître Jean Yaovi Degli, président du mouvement Bâtir le Togo, « la Cedeao a fait ce qu'elle a pu. Elle a fait l'essentiel ». Ces mêmes personnalités avaient toujours encouragé l'opposition dans son ensemble et la Coalition en particulier à ne pas avoir des revendications qu'elle n'est pas en mesure d'obtenir.

Mais peine perdue. C'est donc tout à fait normal qu'elle n'exprime aucune satisfaction alors que d'autres acteurs politiques et de la société civile trouvent que la présente feuille de route touche à « l'essentiel » pouvant permettre au pays d'avancer. Mais il faut que les deux camps y travaillent comme l'a affirmé Gilbert Bawara au lendemain du sommet.

Edem Dadzie



Prêt scolaire

0%

Sur **12 mois***

*Offre soumise à conditions

Facebook YouTube

Nous finançons l'éducation de nos
futurs leaders

La Banque Autrement
www.corisbank.tg



**CORIS
BANK**
INTERNATIONAL